



ARCHAMBAULT CONSEIL



3, rue de l'Hôtel de Ville

BP 170 et 171

02603 Villers-Cotterêts Cedex

## **Dossier de Déclaration d'Utilité Publique Périmètres de protection des forages F3 et F4 situés à VILLERS-COTTERETS**

### **PIECE N° 7 Estimation financière**

**15DAR058**

ETUDES ET EXPERTISES : EAU & ENVIRONNEMENT

SIEGE & AGENCE SUD EST : ZA du Charpenay - 16 rue de l'Aqueduc - 69210 LENTILLY - Tél : 04 78 48 83 83 - Fax : 04 72 38 03 56

AGENCE NORD EST IDF : 3 av. du Général Gallieni - 92000 Nanterre - Tél : 01 55 90 16 68 - Fax : 04 72 38 03 56

AGENCE CENTRE OUEST : 175 rue Morandière - 37260 Monts - Tél : 02 47 26 98 31 - Fax : 04 72 38 03 56

ARCHAMBAULT CONSEIL - SAS Capital 500 000 € - SIRET 32875112800054 - APE 7112B

[www.archambault-conseil.fr](http://www.archambault-conseil.fr)

## SOMMAIRE

|   |          |
|---|----------|
| <b>AVANT PROPOS.....</b>  | <b>3</b> |
| <b>1 COUT DE CREATION DES FORAGES.....</b>                          | <b>4</b> |
| <b>2 PROCEDURE D'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION.....</b> | <b>4</b> |
| <b>3 PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE .....</b>                   | <b>5</b> |
| 3.1 FORAGE F3 .....   | 5        |
| 3.1 FORAGE F4 .....   | 5        |
| <b>4 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE .....</b>                  | <b>6</b> |
| 4.1 HABITAT .....   | 6        |
| 4.2 INDEMNISATIONS.....   | 6        |
| <b>5 RECAPITULATIF DES COUTS.....</b>                               | <b>7</b> |

## **AVANT PROPOS**

En application de la réglementation en vigueur, il est indispensable de protéger les ressources en eau, d'autant qu'en cas de problème de qualité ou de quantité, la recherche et l'exploitation d'une ressource de substitution peut s'avérer onéreuse.

La mise en place des périmètres de protection, peut selon les prescriptions, engendrer des travaux qui ont un coût pour la collectivité et les particuliers.

Le présent rapport porte sur le chiffrage des préconisations de l'hydrogéologue agréé pour la mise en place des périmètres de protection des forages F3 et F4 à Villers-Cotterêts, ainsi que des travaux de mise en conformité à réaliser dans la zone de protection.

## 1 COUT DE CREATION DES FORAGES

Le forage F3 a été réalisé en 1998 à une profondeur de 82,85 m par l'entreprise SOFREM.

Le coût de réalisation du forage avoisinait **130 000,00 € HT.**

Le forage F4 a été réalisé en 2016 à une profondeur de 158,5 m par l'entreprise MASSE.

Le coût de réalisation du forage était de l'ordre de **190 000,00 € HT.**

## 2 PROCEDURE D'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

La procédure d'instauration des périmètres de protection comprend :

- l'élaboration de l'étude préalable et l'accompagnement de l'hydrogéologue agréé,
- l'élaboration des dossiers soumis à enquête publique et des plans parcellaires,
- la recherche de l'identité de tous les propriétaires concernés et l'élaboration de l'état parcellaire, complété des origines de propriété,
- le suivi et la publicité de l'enquête publique,
- la notification de l'arrêté préfectoral de DUP,
- l'élaboration des documents nécessaires à l'annexion des servitudes aux documents d'urbanisme de la commune.

Le coût de la procédure est estimé à environ **21 000,00 € H.T.** (procédure commune aux forages F3 et F4).

### **3 PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE**

D'après les préconisations de M. Erick CARLIER, hydrogéologue agréé :

Le périmètre de protection immédiate *doit être clôturé et interdit d'accès à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage.*

#### **3.1 FORAGE F3**

La clôture du site est existante et en bon état : aucun travaux n'est à prévoir.

#### **3.1 FORAGE F4**

La clôture du site est existante : aucun travaux n'est à prévoir.

## **4 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE**

### **4.1 HABITAT**

Aucune habitation n'est présente dans les périmètres de protection rapprochée. Les risques de pollution sont inexistants concernant :

- L'assainissement,
- Les stockages d'hydrocarbures ou autres,
- Les puits domestiques.

Il n'y a pas de travaux à prévoir.

### **4.2 INDEMNISATIONS**

Les prescriptions réglementaires peuvent amener la collectivité à verser des indemnités aux propriétaires des parcelles grevées de servitudes spécifiques sous réserve que le préjudice soit "*direct, matériel et certain*" (article L1321-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique).

Aucune indemnisation n'est proposée par la collectivité, aux propriétaires et autres ayant droits dont les terrains sont situés dans les périmètres de protection.

## 5 RECAPITULATIF DES COUTS

Le tableau ci-dessous récapitule les coûts des différentes prescriptions ainsi que les coûts de la procédure administrative qui sont à la charge de la collectivité.

Le montant total énoncé en bas du tableau est un montant maximum correspondant au cas le plus défavorable, c'est-à-dire sans subvention.

Les coûts des travaux sont présentés à titre indicatif ; des estimations plus précises devront être effectuées au moment du projet de réalisation de ceux-ci.

| Intitulé des travaux   | Montant (€ H.T.) à la charge |                    |
|--|------------------------------|--------------------|
|  | des propriétaires            | de la collectivité |
| <b>PROCEDURE DES PERIMETRES DE PROTECTION</b>  |                              |                    |
| Coût de la procédure F3 et F4  |                              | 21 000,00          |
| <b>PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE</b>  |                              |                    |
| Clôture et portail F3  |                              | sans objet         |
| Clôture et portail F4  |                              | sans objet         |
| <b>PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RAPPROCHÉE</b>   |                              |                    |
| Habitat F3 et F4   | sans objet                   |                    |
| Indemnisations   |                              | sans objet         |
| <b>Estimation du coût total des travaux de mise en conformité au sein des PPI et PPR =</b> | <b>0</b>                     | <b>21 000,00</b>   |

L'Agence de L'Eau Seine Normandie (AESN) et le Conseil Départemental de l'Aisne peuvent financer conjointement jusqu'à 80 % les travaux de mise en place des périmètres de protection d'un captage, à condition que ces travaux soient effectués moins de 2 ans après la signature de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) stipulant leurs nécessités.

Les taux d'aides sont dégressifs en fonction du temps de réalisation des travaux après l'arrêté de DUP : 80 % moins de 2 ans après la DUP, 40 % entre 2 et 4 ans et 20 % après 4 ans.